

Débat contradictoire de la FRE et du Forum nucléaire suisse

Alors, le nucléaire, bon ou mauvais pour l'environnement?

19 novembre 2009, à l'hôtel Mövenpick, Lausanne-Ouchy

Peser toutes les alternatives avant de prendre une décision

Jacques Neiryck, conseiller national, professeur honoraire de l'EPFL, écrivain

Résumé

Faut-il avantager le nucléaire face aux combustibles fossiles parce que ceux-ci dégagent des gaz à effet de serre et modifient le climat? Pour répondre à cette question, il faudrait être capable de prévoir tous les scénarios possibles: quelle est la gravité du changement de climat, quel est le risque résiduel de fusion du cœur d'un réacteur, quelle sera la réaction du peuple dans une démocratie directe, quels sont les incidents majeurs qui orienteront les réflexes politiques, quel sera le rythme de développement et de consommation des nations émergentes? Autant d'inconnues. Pour sortir de cette incertitude politique essentielle, il faut envisager une autre issue que le choix bloqué entre pétrole et uranium. Car ce choix n'est qu'apparent et provisoire.

Les deux ressources sont non renouvelables et polluantes. Pour un pays qui n'a pas de ressources en combustibles non renouvelables et qui n'a pas de poids sur la scène internationale, le problème du financement et de la sécurité des importations est le plus important. Bien avant que la pénurie physique de combustible se manifeste, il y aura des tensions sur le marché et au niveau des affrontements armés. La Suisse ne peut pas maîtriser de telles situations, sauf à se retrouver englobée dans un ensemble plus vaste comme l'Europe. Dans l'état actuel de la conjoncture, à l'horizon 2050, le pays doit se placer dans la visée d'une autonomie totale ou quasi et privilégier les investissements la menant dans cette situation qui est la seule stable et sûre.

Les choix immédiats pour assurer la soudure entre l'approvisionnement actuel à 78% par des importations doivent donc exploiter deux dimensions négligées du problème : économiser l'énergie gaspillée et récupérer les énergies renouvelables. Cette double stratégie est possible comme l'ont démontré l'analyse faite dès 2001 par l'Académie suisse des sciences techniques, reprise depuis par les deux EPFL. Si la Suisse baisse sa consommation à 2kW par habitant, il suffit de 33% de l'énergie actuellement consommée qui est elle-même fournie à 22% par du renouvelable. C'est tout simplement revenir à la situation de 1960. Il faut donc consentir un double effort: accepter, faire accepter toutes les mesures d'économie et investir ce qui est nécessaire en isolation et transports publics ; récupérer 50% d'énergies renouvelables de plus qu'actuellement et investir dans ce but. L'expérience parlementaire montre que toute mesure d'économie est systématiquement refusée au prétexte de la sauvegarde de l'emploi. Il faut donc entreprendre une véritable révolution culturelle, malaisée dans un pays de démocratie directe. Ce ne sera qu'en période de pénurie avérée que la situation bougera.

Une fois que cet objectif est fixé, le nucléaire ou le pétrole ne sont plus que des mesures provisoires et accessoires, à concevoir dans l'optique de quatre décennies de transition, sans y attacher une trop grande importance. Il faut sortir d'un débat idéologique mené à coup d'assertions incontrôlées et élaborer une stratégie à long terme, confiée à une agence nationale du genre de celle qui a mené le plan Wahlen jadis. Il ne faut pas non plus oublier que si l'approvisionnement énergétique de la Suisse est vital en cas de crise internationale, il en est d'autres, l'alimentation par exemple, tout aussi nécessaires.